

Recrutement de chargés d'études au secrétariat général du Gouvernement.

OUVERTURE DE CONCOURS

Par arrêté interministériel en date du 25 mars 1970, est autorisée l'ouverture de concours pour le recrutement de trois chargés d'études au secrétariat général du Gouvernement, au cours du deuxième trimestre 1970, conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 février 1967 et dans les conditions ci-après :

Concours du premier type : deux postes.

Concours du second type : un poste.

Les langues imposées aux concours visés ci-dessus sont fixées comme suit :

Concours du premier type : allemand, un emploi.

Concours du premier type : tchèque, un emploi.

Concours du second type (droit) : russe, un emploi.

DATES DES CONCOURS

Par arrêté du Premier ministre en date du 26 mars 1970, les dates des concours de chargés d'études ouverts par l'arrêté du 25 mars 1970 sont fixées aux 8 et 9 juin 1970.

Les demandes d'admission aux concours doivent être adressées au secrétariat général du Gouvernement (services administratifs et financiers), 57, rue de Varenne, Paris (7^e), avant le 8 mai 1970, et être accompagnées des pièces suivantes :

1° Une expédition authentique de l'acte de naissance ayant moins de trois mois de date ;

2° Un certificat de nationalité pour les candidats n'ayant pas la qualité de fonctionnaire ;

3° Un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date (bulletin n° 3) ;

4° Certificats de diplômes ou copies certifiées conformes ;

5° Un certificat médical de non-tuberculose délivré par un médecin phthisiologue assermenté ;

6° Un état signalétique et des services militaires ou copie certifiée conforme ;

7° Une fiche de renseignements ;

8° L'indication du type de concours choisi.

Recrutement d'un documentaliste au secrétariat général du Gouvernement.

OUVERTURE DU CONCOURS

Par arrêté interministériel en date du 25 mars 1970, est autorisée l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'un documentaliste au secrétariat général du Gouvernement au cours du deuxième trimestre 1970.

Ce concours est réservé aux candidats remplissant les conditions énoncées au 1° de l'article 5 du décret n° 62-134 du 31 janvier 1962, modifié par l'article 1^{er} du décret n° 68-588 du 28 juin 1968.

NOTA. — Pour tous renseignements, les candidats doivent s'adresser au secrétariat général du Gouvernement (services administratifs et financiers, bureau du personnel), hôtel Matignon, 57, rue de Varenne, Paris (7^e).

DATES DU CONCOURS

Par arrêté du Premier ministre en date du 26 mars 1970, les dates du concours de documentaliste ouvert par l'arrêté du 25 mars 1970 sont fixées comme suit :

Concours réservé aux candidats remplissant les conditions énoncées au 1° de l'article 5 du décret n° 62-134 du 31 janvier 1962, modifié par l'article 1^{er} du décret n° 68-588 du 28 juin 1968 : 1^{er} et 2 juin 1970.

Les épreuves du concours précité auront lieu à Paris.

Les demandes d'admission devront être adressées au secrétariat général du Gouvernement (services administratifs et financiers), 57, rue de Varenne, Paris (7^e), avant le 1^{er} mai 1970, et devront être accompagnées des pièces suivantes :

1° Un extrait de l'acte de naissance ;

2° Une copie certifiée conforme de l'un des diplômes exigés ;

3° Un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date ;

4° Un certificat émanant d'un médecin assermenté attestant que le candidat est physiquement apte à remplir l'emploi auquel il se destine ;

5° Un certificat de nationalité et, si le candidat n'est pas Français de naissance, un certificat établissant que la naturalisation remonte à plus de cinq ans ;

6° Une notice individuelle du modèle réglementaire indiquant les antécédents scolaires, militaires ou civils.

Les candidats qui sollicitent un recul de la limite d'âge doivent produire en outre un état des services militaires ou un certificat attestant qu'ils sont chefs de famille et indiquant le nombre d'enfants à charge.

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Institution d'un brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé un brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative (BASE) sanctionnant les compétences et l'expérience acquises dans la pratique d'activités socio-éducatives.

Art. 2. — Les conditions d'inscription sont les suivantes :
Avoir au moins dix-neuf ans à la date limite d'inscription ;
Avoir exercé pendant deux ans au moins des activités socio-éducatives présentant un caractère de continuité et certifiées par les employeurs ou organisateurs responsables.

Le candidat doit indiquer les lieux et les dates où il pourra être inspecté dans l'exercice d'activités socio-éducatives.

Art. 3. — Il est créé, dans chaque département, une commission départementale de la promotion socio-éducative (Codepse).

Art. 4. — La commission départementale de la promotion socio-éducative est chargée :

De désigner les missions d'inspection des candidats au brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative (BASE) ;

De décerner le BASE, après examen des preuves de l'aptitude du candidat à l'animation socio-éducative telles qu'elles ressortent de son dossier, complété par un rapport d'inspection ;

D'envisager, éventuellement, le mode de perfectionnement des titulaires de ce brevet.

Art. 5. — La commission départementale de la promotion socio-éducative est composée comme suit :

Un tiers de représentants du service de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Un tiers de membres des associations de jeunesse, d'éducation populaire, de sports et de plein air agréées par le secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Un tiers de personnalités compétentes en matière d'animation socio-éducative.

Tous les membres de la commission départementale de la promotion socio-éducative sont désignés pour une durée de trois ans par le chef du service académique de la jeunesse, des sports et des loisirs, sur proposition du chef du service départemental.

La commission départementale de la promotion socio-éducative est présidée par le chef du service départemental de la jeunesse, des sports et des loisirs ou par un inspecteur départemental de la jeunesse et des sports. Le secrétariat est assuré par un assistant de jeunesse et d'éducation populaire qui assiste aux débats avec voix consultative.

La commission départementale de la promotion socio-éducative peut faire appel à des experts en tant que de besoin.

Art. 6. — Le directeur de la jeunesse et des activités socio-éducatives est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 5 février 1970.

JOSEPH COMITI.

Institution d'un certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé un certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives (C. A. P. A. S. E.).

Art. 2. — Les conditions d'inscription sont les suivantes :
Avoir au moins vingt et un ans à la date limite d'inscription ;
Etre titulaire du brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative (BASE).

Art. 3. — Le C. A. P. A. S. E. est délivré à l'issue d'un cycle de promotion comprenant :

Une session d'ouverture ;

Un cycle de formation ;

Une expérience pratique ;

Des épreuves d'évaluation.

Art. 4. — Il est créé dans chaque académie une commission régionale de la promotion socio-éducative (Corepse).

Art. 5. — La commission régionale de la promotion socio-éducative est composée comme suit :

Un tiers de représentants du service de la jeunesse, des sports et des loisirs, dont le chef du service académique, président.

Un tiers de membres des associations de jeunesse, d'éducation populaire, de sports et de plein air agréées par le secrétaire d'Etat à la jeunesse, aux sports et aux loisirs, dont un animateur permanent.

Un tiers de personnalités compétentes en matière d'animation.

Les membres de la Corepse sont nommés pour une durée de trois ans par le secrétaire d'Etat sur proposition du chef du service académique de la jeunesse, des sports et des loisirs.

La commission régionale de la promotion socio-éducative a pour secrétaire général un inspecteur de la jeunesse et des sports. Un assistant de jeunesse et d'éducation populaire assure le secrétariat et assiste aux délibérations avec voix consultative.

La commission régionale de la promotion socio-éducative peut faire appel à des experts en tant que de besoin.

Art. 6. — La Corepse organise le cycle de promotion et délivre le C. A. P. A. S. E.

Art. 7. — La session d'ouverture comprend deux épreuves : l'une écrite, l'autre orale ; chacune de ces épreuves est éliminatoire.

A l'issue de ces épreuves, la Corepse décide de l'admission du candidat au cycle de formation ou de son ajournement. Dans ce dernier cas, les motifs de la décision sont communiqués au candidat.

Art. 8. — Le cycle de formation comprend la participation à quatorze stages qui permettront au candidat d'acquiescer quatorze unités de valeur, chaque stage comptant pour une unité.

La Corepse fait connaître chaque année la liste des stages agréés qui donnent droit à des unités de valeur.

Ces quatorze stages se répartissent comme suit :

a) Six stages obligatoires.

Expression écrite et orale ;
Psychopédagogie ;
Vie des groupes ;
Connaissance des milieux ;
Etude des aspects d'une civilisation ;
Initiation aux méthodes d'administration et de gestion.

Cet ensemble doit correspondre à 300 heures au moins de formation, chacun des stages comprenant un minimum de 50 heures de travail effectif.

b) Six stages choisis par le candidat dans le cadre des sujets suivants.

Moyen d'expression autre que l'expression écrite et orale mentionnée en a) (art dramatique, arts plastiques, langues étrangères, etc.) ;

Initiation à l'économie ;
Application de l'étude du milieu à une ville, une époque, etc. ;
Activités sportives de loisir et sports de plein air ;
Aménagement de l'espace urbain et naturel ;
Institutions nationales et internationales.

c) Deux stages choisis librement par le candidat.

Les huit stages visés aux paragraphes B et C ci-dessus doivent normalement représenter 400 heures de formation, chacun des stages ayant une durée minimum de 50 heures de travail effectif.

Dans le cas où le candidat aurait acquis préalablement à ces stages une formation sérieuse dans telle ou telle des disciplines qui font l'objet de ces stages, la Corepse peut alléger la partie de son cycle de formation correspondant à ces stages.

Dans l'hypothèse où un candidat n'aurait pas suivi un stage dans ces conditions jugées satisfaisantes par les responsables du stage, l'unité de valeur correspondante ne lui sera pas acquise. Il lui appartiendra alors de participer à un nouveau stage.

Pour chaque stage, le candidat établit une grille d'analyse et d'évaluation.

Dans certains cas exceptionnels, dûment motivés, la Corepse peut accepter que certains stages soient remplacés par des travaux écrits.

Art. 9. — Le candidat doit effectuer une expérience pratique d'une durée de neuf mois au moins, en un lieu et dans des conditions agréées par la Corepse.

Pour être admis à commencer son expérience pratique, le candidat doit avoir acquis quatre unités de valeur dont trois choisies parmi les six stages dont les sujets sont imposés.

Au cours de son expérience pratique, il doit, à la suite d'inspections, de contrôle et d'entrevues organisés par la Corepse, acquiescer quatre unités de valeur correspondant respectivement aux qualifications suivantes :

Savoir-faire du candidat :

Connaissance de l'environnement, des besoins et des aspirations de la population concernée ;

Effort de recherche et de documentation ;

Connaissance critique d'un équipement socio-éducatif (conception, architecture, animation, gestion et fonctionnement).

Art. 10. — Les épreuves d'évaluation sont les suivantes :

a) Contrôle de connaissances par un questionnaire. Le contrôle écrit porte sur une liste de connaissances. Il comprend un questionnaire et une étude sur un document ayant trait à des techniques d'administration et de gestion ;

b) Epreuve écrite culturelle à option suivie d'un entretien. Peuvent être dispensés de cette épreuve les candidats qui possèdent les titres publics ou privés dont la liste sera publiée ultérieurement. L'unité de valeur correspondante leur est attribuée au vu de ces titres ;

c) Entretien à partir d'un événement d'actualité ;

d) Epreuve d'animation culturelle ou socio-éducative ;

e) Rapport écrit du candidat sur sa formation ;

f) Entretien avec la Corepse à partir de ce rapport ;

g) Présentation d'un compte rendu écrit et détaillé de l'expérience pratique prévue à l'article 9

Ces sept épreuves, toutes obligatoires, donnent chacune une unité de valeur.

Le candidat doit faire connaître chaque année celles de ces épreuves auxquelles il souhaite se présenter.

En outre, à chaque session de fin d'année de formation, un entretien a lieu entre le candidat et les membres de la Corepse.

Si le candidat est en cours de formation, cet entretien a pour objet de le conseiller pour le déroulement ultérieur de sa formation.

Si le candidat est en fin de cycle, cet entretien est dit « entretien-bilan définitif ».

Art. 11. — L'ensemble du cycle de promotion se déroule normalement sur une période de trois années. Cette durée peut être réduite à deux ans pour ceux des candidats dont l'expérience antérieure le justifierait.

Le candidat qui a acquis une unité de valeur en conserve le bénéfice pendant une durée de cinq années.

Art. 12. — Un candidat est déclaré admis au C. A. P. A. S. E. par la Corepse, après délibération, lorsqu'il a obtenu les vingt-cinq unités de valeur nécessaires.

Art. 13. — Le directeur de la jeunesse et des activités socio-éducatives est chargé de l'application du présent arrêté.

Fait à Paris, le 5 février 1970.

JOSEPH COMITL

Institution d'une commission nationale de la promotion socio-éducative.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé une commission nationale de la promotion socio-éducative dont les membres sont désignés par le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Art. 2. — La commission nationale de la promotion socio-éducative est composée comme suit :

Sept représentants du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, dont le directeur de la jeunesse et des activités socio-éducatives ou son représentant, président.

Quatre représentants des autres administrations intéressées.

Six représentants nationaux d'associations agréées de jeunesse, d'éducation populaire, de sports et de plein air.

Deux personnalités choisies pour leur compétence en matière de formation de cadres.

Le secrétariat de la commission est assuré par la direction de la jeunesse et des activités socio-éducatives.

Art. 3. — Les attributions de la commission nationale sont les suivantes :

Elle étudie les rapports annuels des commissions régionales de la promotion socio-éducative et propose au secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, toute mesure susceptible d'harmoniser le fonctionnement de ces commissions.

Elle élabore, réunit et diffuse tous documents utiles au Corepse et aux candidats au C. A. P. A. S. E.

Dans ces tâches, elle peut faire appel à des experts, ainsi qu'à la collaboration d'associations spécialisées.

Art. 4. — Les représentants au sein de la commission du secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, se constituent en comité technique et pédagogique chargé de proposer à l'agrément du secrétaire d'Etat les stages nationaux et régionaux du cycle de formation au C. A. P. A. S. E.

Art. 5. — Le directeur de la jeunesse et des activités socio-éducatives est chargé de l'application du présent arrêté.

Fait à Paris, le 5 février 1970.

JOSEPH COMITL